

Impôt sur les revenus pétroliers—Loi

fruit. Les activités de prospection et d'exploitation du pétrole et du gaz sont toujours restreintes, ce qui nuit non seulement à l'Alberta maintenant, mais va lui être encore bien plus préjudiciable cet hiver. Cela compromet toute l'industrie canadienne parce que la distribution concerne toutes les sociétés de fabrication des tubes, des tuyauteries et du matériel dans ce secteur.

Le ministre a pris une autre décision dans un discours récent que le *Journal d'Edmonton* a qualifié «de véritable horreur conservatrice». Le ministre a abandonné toute la question de l'autonomie. Pendant les quatre ou cinq premières années de 1980, nous nous étions fixés comme objectif de devenir autonomes sur le plan de la production énergétique à la fin de la décennie. En fait, nous y sommes parvenus en 1983 grâce à la prospection et à l'exploitation des gisements dans la mer de Beaufort, à Hibernia, sur le plateau continental Atlantique, ainsi qu'à l'exploitation accrue dans le bassin sédimentaire de l'ouest des bruts non synthétiques obtenus à partir du brut de synthèse et des sables bitumineux. Deux ans après que le gouvernement est arrivé au pouvoir, avec sa politique d'autonomie, celle-ci a été abandonnée par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources cet automne. Voici ce qu'on pouvait lire dans l'éditorial paru dans le *Journal de Edmonton* du 29 octobre:

Après avoir reconnu que la situation est catastrophique en Alberta, il ne trouve rien d'autre qu'une flagornerie paternaliste pour reconforter les 55 000 Albertains qui risquent de perdre leur emploi cet hiver.

«Une situation catastrophique exige une solution, dit Masse, le temporisateur, mais pas n'importe laquelle».

Faisant mauvais accueil à l'Alberta qui propose d'établir un programme de stabilisation des prix du pétrole, Masse semble se réjouir à l'idée de laisser les milieux pétroliers de la province languir jusqu'en janvier prochain, lorsqu'il présidera en souverain une conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Énergie.

Masse ne propose pas n'importe quelle solution; il n'en propose aucune.

Voilà bien ce qui fend le cœur des petits producteurs. La députée de Calgary-Sud a fait des réflexions intéressantes sur les Albertains. D'après un sondage, 51 p. 100 d'entre eux souhaitent la libéralisation du marché. Chacun veut des prix libres, pourvu qu'ils soient élevés mais, comme le premier ministre provincial, M. Getty, l'a maintes fois répété, une forte proportion des petits producteurs revendiquent l'établissement d'un programme de stabilisation des liquidités. Quand on sait que la déduction fiscale atteindra 1,5 million de dollars au cours des deux ou trois prochaines années, on se demande si ce ne sont pas les quelque 25 gros producteurs qui en profiteront le plus, des multinationales susceptibles d'avantager avec cet argent leur société-mère, située aux États-Unis, ou de réinvestir les sommes en englobant des petites sociétés productrices ou exploratrices. Si nous pouvons nous passer de recettes aussi considérables, pourquoi ne pas venir en aide aux petites sociétés canadiennes au moyen d'un programme de stabilisation des prix du pétrole, semblable à celui que le premier ministre albertain a supplié le gouvernement de créer?

La situation va s'envenimer à tel point, cet hiver, que le ministre va sans doute se résigner à cette solution, peut-être en janvier, lors de la conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Énergie. Ce n'est toutefois pas une mince tâche que d'amener le gouvernement à satisfaire des besoins énormes qui mettent non seulement en péril notre évolution vers l'autarcie, mais coûtent aussi tant à l'Alberta des milliers d'emplois qu'au pays tout entier. Le secteur pétrolier et gazier est important

pour l'ensemble du Canada et pas seulement pour l'Ouest. Nous appuyons ce projet de loi parce qu'il prévoit une forme d'aide. Nous ne croyons toutefois pas qu'il vienne au secours des petits producteurs qui emploient pourtant un grand nombre de travailleurs et ont la possibilité d'aider ce pays à sortir du marasme pétrolier et gazier.

• (1800)

M. Gormley: Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir dire un mot dans le débat d'aujourd'hui. A l'instar de beaucoup de Canadiens de l'Ouest, je suis déçu mais pas étonné outre mesure d'entendre les libéraux et leurs amis néo-démocrates s'affliger de l'abrogation de l'impôt sur les revenus pétroliers. Les terribles répercussions de cet impôt sur le secteur pétrolier sont manifestes non seulement en Alberta, où il a notamment fait tellement de ravages, mais encore dans ma province de la Saskatchewan. Dans ma localité, par exemple, des sociétés comme Gulf Oil et d'autres entreprises grandes et petites ont eu à porter des fardeaux financiers injustifiés. Le fait est que cet impôt était prélevé sur les recettes et non sur les profits. Il était arbitraire et découlait d'une décision unilatérale. Il avait été imposé sans consultations. Les Canadiens de l'Ouest, et en particulier ceux de l'ouest de la Saskatchewan, auront saisi l'engagement que notre gouvernement a pris envers le secteur pétrolier en général et les sociétés visées par l'impôt sur les revenus pétroliers en particulier.

Je tiens à profiter de l'occasion pour féliciter quelques-uns de mes collègues pour leur excellent travail. D'abord, je félicite le ministre d'État aux Finances (M. Hockin) pour les observations qu'il a présentées aujourd'hui. Je félicite aussi la députée de Calgary-Sud (M^{me} Sparrow) qui, par son travail au comité de l'énergie et à la Chambre, a bien fait comprendre aux Canadiens les raisons pour lesquelles l'impôt sur les revenus pétroliers est carrément supprimé et pourquoi notre gouvernement en est venu à prendre cette décision.

Je termine ici afin que d'autres députés de mon parti puissent prendre la parole à ce sujet.

M. Foster: Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je réponds aux observations du député de The Battlefords—Meadow Lake (M. Gormley). J'ai eu l'occasion de visiter sa région l'an dernier, à peu près à cette époque-ci. J'ai visité l'usine de raffinage de la Husky et j'ai vu les plans de développement de la région de Lloydminster. Je souhaite certes que le projet se réalise entièrement. Comme je l'ai signalé en parlant de la Syncrude, il faudrait mettre en place un mécanisme qui assure la réalisation de tels projets. Ce sont là des projets à long terme qui ne peuvent être entrepris ni réalisés rapidement. Beaucoup d'études impressionnantes ont été menées dans cette région, notamment par la Husky. J'ai été particulièrement impressionné par le nombre d'emplois qui ont été créés dans la région. J'espère que le gouvernement ne se contentera pas de supprimer l'impôt sur les revenus pétroliers, mais fournira aussi le genre d'aide et de politique énergétique qu'il nous faut pour aller de l'avant.

Je me rappelle avoir participé, en compagnie du député de The Battlefords—Meadow Lake, à un dîner organisé par l'Association des parlementaires du Commonwealth. L'un des invités de ce dîner était un membre actif du parti progressiste-